

Lundi 12 septembre

## Qui paiera leur crise ?

Les dirigeants des principales puissances sont incapables de trouver une réponse à la crise de leur système qui s'est révélée au grand jour il y a trois ans – avec la crise du système bancaire – et qui, depuis, ne cesse de se manifester sous une forme ou sous une autre.

### C'est quoi, cette dette ?

En Europe, la crise actuelle est celle de la dette publique. Mais d'où vient-elle ? D'une part des milliers de milliards d'euros généreusement distribués aux banques en 2008 par un « plan de sauvetage » qui a consisté à protéger les actionnaires et à entretenir leur système pourri ; d'autre part des autres centaines de milliards distribués sans compter aux riches et aux grandes entreprises, à tous ces grands assistés, sous formes d'énormes « niches » fiscales de luxe, de dégrèvements de charges sociales et de subventions en tous genres.

En attendant, pour ne parler que de la France, les entreprises du CAC 40, malgré les plonges de la bourse, continuent à faire des profits mirobolants, tout en programmant des plans de licenciements.

En attendant, on apprend qu'il y a plus de 9 millions de pauvres en France, que les inégalités se sont encore aggravées... et que 70 villes ont interdit aux enfants de chômeurs l'accès aux cantines scolaires !

### Et à qui le gouvernement s'apprête à faire payer cette dette ?

Toujours et encore les salariés, les chômeurs, les retraités, les familles modestes, les plus pauvres ! De multiples façons : en baisses de salaires, des pensions et des allocations, en flexibilité, en précarité, en services publics dégradés, en moins de profs dans l'Education nationale, en hôpitaux publics au bord de la crise de nerfs à force de sous-effectifs, et ainsi de suite.

Personne ne sait si la crise économique va s'aggraver, ni quand. Mais ce qu'a fait le gouvernement du socialiste Papandréou en Grèce, celui du socialiste Zapatero en Espagne, ce que

s'apprête à faire ici le premier ministre de droite Fillon, montre que c'est à nous que les gouvernements, quelle que soit leur coloration politique, ont l'intention de faire payer la note.

Les patrons ne sont pas en reste. Quand elles ne licencient pas tout de suite, certaines entreprises (Continental hier, les Fonderies du Poitou aujourd'hui) exercent un chantage à la fermeture pour obtenir des baisses de salaires : marché de dupe où le plus probable est qu'on ait les deux !

### Le seul problème : qui va contraindre qui ?

Au nom de quoi paierions-nous pour une crise qui est celle de leur système capitaliste, une crise qui provient précisément de l'extraordinaire aggravation des inégalités sociales depuis des années ? Une crise dont les racines sont l'avidité et l'égoïsme de la bourgeoisie, la servilité des gouvernements à l'égard des riches ?

Il serait parfaitement possible que les riches payent l'addition : non seulement ils en ont les moyens mais ce ne serait que justice ! Et ce serait infiniment plus économique, justement, pour l'ensemble de la société.

Tout le problème est de savoir qui va contraindre qui. Le gouvernement et le Medef vont-ils réussir à racketter les travailleurs ? Ou les travailleurs sauront-ils acculer et contraindre les patrons et le gouvernement à leur botte ?

Alors... nous n'aurons pas le choix : il y faudra des luttes, de véritables luttes, pas seulement des mobilisations dispersées et isolées, mais tous ensemble, de celles où l'on va jusqu'au bout.

**Pour l'heure, les réactions syndicales, comme la journée de grève appelée par les syndicats d'enseignants pour le 27 septembre ou la journée d'action interprofessionnelle appelée par les confédérations pour le 11 octobre, paraissent bien en retrait par rapport à ce qu'il faudrait. N'empêche, il faut y participer. Plus nous y serons nombreux et déterminés, plus nous aurons de chance d'emporter l'adhésion des hésitants pour construire un mouvement d'ensemble afin que ce soient les riches qui payent pour leur crise !**